



Comprehensive Wealth

LE PATRIMOINE COMPRÉHENSIF AU CANADA - MESURER CE QUI IMPORTE À LONG TERME

POINTS SAILLANTS



DECEMBRE 2016

Préparé par l'Institut international du
développement durable (IISD) grâce au
financement de l'Ivey Foundation

INTRODUCTION

La population du Canada est constamment inondée de données, allant des applications qui mesurent ses pas aux indicateurs de la santé publique, en passant par les statistiques sur la nutrition, la criminalité et les sports. Le défi d'aujourd'hui ne réside pas dans le manque de données, mais plutôt dans la question de savoir si nous disposons du genre de renseignements appropriés pour approfondir les connaissances concernant nos familles, nos communautés et notre nation.

Le produit intérieur brut, ou PIB, est sans doute la mesure la plus omniprésente et la plus influente.

Le PIB, qui mesure le revenu national, est issu de la nécessité de mieux comprendre les défis économiques à la fin de la Crise de 1929 et pour aider à effectuer le suivi des chaînes d'approvisionnement essentielles pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis, il a joué un rôle fondamental dans le suivi du rendement économique tant à l'intérieur des frontières des pays qu'entre eux.

Tout comme le PIB a été créé au cours d'une période de changement lorsque de nouvelles mesures étaient nécessaires, aujourd'hui il doit être complété par d'autres mesures. Les grands défis contemporains, allant des changements climatiques aux tensions commerciales mondiales en passant par l'inégalité des revenus et la remarquable croissance des technologies de l'information, sont très éloignés des préoccupations des architectes du PIB.

Par conséquent les Canadiens ont besoin de nouvelles façons de mesurer les progrès de la nation. Il leur faut des mesures axées non seulement sur la croissance des revenus à court terme, mais aussi sur les perspectives de développement à plus long terme. L'économiste en chef du Forum économique mondial a récemment bien résumé cette nécessité lorsqu'elle a demandé : [TRADUCTION] « Vivons-[nous] aux dépens de demain » en « accumulant des dettes que nous léguerons tout simplement aux générations futures? » (Blanke, 2016).¹ Les réponses à de telles questions à long terme ne se trouvent pas dans les mesures du revenu, mais dans celles de la richesse, et plus particulièrement dans celles du patrimoine compréhensif.

Dans la mesure où la richesse est mesurée - ce qui monte à presque zéro dans la plupart des pays - les comptes existants sont axés uniquement sur le capital produit et le capital financier. Le patrimoine compréhensif va beaucoup plus loin et inclut le capital naturel, humain et social.

- Le capital naturel est composé des terres, de l'eau, des forêts, de la faune, des minéraux et des combustibles fossiles d'une nation.
- Le capital humain recouvre les compétences et capacités de la population active.
- Le capital social représente la confiance et la coopération entre les personnes résultant de normes communes.

Les actifs qui constituent le portefeuille de patrimoine compréhensif forment la base de la production de presque tous les biens et services consommés par la population - des choses évidentes telles que les aliments, l'électricité et les soins de santé - mais aussi de l'air propre, des forêts en bon état et des collectivités sûres. La consommation de ces produits et services contribue, pour une large part, au bien-être individuel. C'est la raison pour laquelle le patrimoine compréhensif est si important.

Le développement exige le maintien des possibilités de consommation au fil du temps. Une consommation accrue aujourd'hui aux dépens de celle de demain, qui sera réduite d'autant, ne constitue en aucun cas du développement, comme le suggère la citation ci-dessus. Pour comprendre si la nation se développe réellement, il faut par conséquent comprendre l'évolution de son patrimoine compréhensif au lieu de s'en tenir uniquement au rythme de croissance du PIB. Et pourtant, aucun pays, y compris le Canada, ne mesure actuellement le patrimoine compréhensif.

Plusieurs instances internationales ont exhorté les pays à aller au-delà du PIB et à commencer à mesurer le patrimoine compréhensif afin de mieux apprécier le développement et sa durabilité. Après tout, font-elles remarquer, le PIB n'a jamais eu pour objet de mesurer le bien-être. Les Nations Unies (UNECE, 2009) et la Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social présidée par l'économiste Joseph Stiglitz, lauréat du Prix Nobel (Stiglitz et al., 2009), ont exhorté à la mesure du patrimoine compréhensif. Dans la même veine, la directrice du Fonds monétaire

¹ Consulter le rapport principal pour obtenir la liste des travaux cités dans cette étude.

international a déclaré lors du Forum économique mondial de 2016 : [TRADUCTION] « il y a beaucoup de choses que nous ne mesurons pas comme il faut. Nous devons [...] évaluer, et probablement changer, la façon dont nous considérons l'économie² ».

Bien qu'aucun gouvernement national ne le fasse, un certain nombre d'organisations ont commencé à estimer de temps en temps le patrimoine compréhensif. La Banque mondiale a publié ses premiers chiffres dans les années 1990 (Hamilton & Clemens, 1999) et elle a récemment ajouté un indicateur connexe à ses indicateurs du développement mondial. Les Nations Unies elles aussi travaillent dans ce domaine, ayant publié des rapports sur le patrimoine compréhensif comportant des estimations pour la plupart des pays en 2012 et 2014 (UNU-IHDP & PNUE, 2012, 2014). La présente étude, l'une des premières à mesurer le patrimoine compréhensif au moyen de données détaillées pour un seul pays³, est fondée sur ces travaux ainsi que d'autres.

Il est suggéré ici que le patrimoine compréhensif complète le PIB sans le remplacer. Ils sont tous deux nécessaires pour évaluer le développement de la nation. Cependant, les Canadiens doivent commencer à envisager plus sérieusement la trajectoire du pays à long terme. Le PIB révèle beaucoup de choses à propos du revenu au cours du trimestre le plus récent, mais est muet au sujet de ses perspectives d'avenir. En revanche, le patrimoine compréhensif est axé sur le long terme, répondant aux questions essentielles à propos de la durabilité du développement et du bien-être. Comme l'a récemment fait remarquer le président de l'institut C.D. Howe : [TRADUCTION] « le PIB fait tellement vingtième siècle. » La mesure de la richesse, a-t-il ajouté, est « l'étape majeure suivante » (Robson, 2015).

Le premier ministre Trudeau, quant à lui, a souligné la nécessité d'une nouvelle vision à plus long terme, soulignant que la plus grande richesse du Canada n'est pas ses ressources mais son ingéniosité, que l'investissement dans l'éducation pour aider les gens à apprendre, à penser et à s'adapter est essentiel pour améliorer leur vie, et que les pays qui ont confiance en eux-mêmes investissent dans leur avenir⁴. Il aurait tout aussi bien pu ajouter que les pays qui ont confiance en eux-mêmes mettent en place des mesures pour révéler si leurs investissements accroissent réellement la richesse.

Principales conclusions

Cette étude (consulter l'Encadré no 1 pour obtenir un bref aperçu) a examiné le patrimoine compréhensif du Canada sur la période de 33 ans allant de 1980 à 2013. Cette période excède largement les cycles commerciaux et politiques, garantissant ainsi que les résultats révèlent des tendances libres de toute fluctuation des marchés et des politiques. Voici ce qu'elle a révélé.

Encadré no 1. Concepts, données et méthodes utilisés pour réaliser l'étude

Bien qu'encore nouveau pour de nombreuses personnes, le concept de patrimoine compréhensif remonte aux années 1990 et la réflexion au sujet de ses divers éléments individuels remonte encore beaucoup plus loin. On trouve une réflexion sur la richesse au 18^e siècle avec les renommés travaux d'Adam Smith sur la richesse des nations. Plus récemment, Anthony Scott, économiste canadien, avait déjà décrit l'environnement en termes de capital naturel avant les années 1950. Les travaux sur la mesure du capital humain ont commencé sérieusement dans les années 1960. Le capital social, bien que relativement plus nouveau, est un domaine de recherches actives depuis au moins la moitié des années 1980.

Pour mesurer le patrimoine compréhensif du Canada, cette étude s'est fondée sur les données les plus fiables provenant de Statistique Canada et, dans de rares cas, d'autres sources. Global Forest Watch Canada est la principale source de données utilisées pour compiler les indicateurs de l'écosystème. En outre, des données provenant de l'OCDE ont été utilisées pour plusieurs indicateurs de capital humain et de capital social.

Les méthodes utilisées dans l'étude sont bien établies et seraient connues de toute personne habituée à travailler avec des statistiques nationales dans les domaines économique, environnemental et social.

² Consulter <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/gdp>.

³ La première étude de ce genre, également réalisée pour le Canada, a été faite par le Centre d'étude des niveaux de vie situé à Ottawa.

⁴ Consulter <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/01/20/canada-pays-doccasions-allocation-prononcee-tres-honorable-justin-trudeau>.

Globalement, le patrimoine compréhensif au Canada a augmenté en chiffres absolus de 7 % par personne entre 1980 et 2013 (Figure 1 et Tableau 1).⁵ En d'autres termes, la base de la capacité du Canada à générer les produits et services nécessaires pour alimenter la consommation n'était que légèrement supérieure en moyenne en 2013 par rapport à 1980. Sur une base annualisée, la croissance du patrimoine compréhensif du Canada était un piètre 0,19 % cette année. Cette conclusion correspond largement à celles des autres analyses existants du patrimoine compréhensif du Canada.

Figure 1. **Patrimoine compréhensif par personne, Canada – 1980 - 2013**



Tableau 1. **Sommaire des conclusions**

Indicateur	Niveau par habitant (dollars chaînés 2007)		Croissance entre 1980 et 2013	
	1980	2013	Total	Annualisé
Index de la valeur du patrimoine compréhensif	592 000 \$	631 000 \$	7 %	0,19 %
Index de la valeur du capital produit	58 100 \$	100 700 \$	73 %	1,68 %
Index de la valeur marchande du capital naturel	39 800 \$	29 200 \$	-25 %	-0,93 %
Index de la valeur non marchande du capital naturel			Inconnu, mais les indicateurs non monétaires disponibles suggèrent un déclin	
Index de la valeur du capital humain	500 000 \$	500 000 \$	0 %	0 %
Index de la valeur du capital social	s/o	s/o	Inconnu, mais les indicateurs non monétaires disponibles suggèrent la stabilité	
Consommation	24 300 \$	37 500 \$	54 %	1,36 %

*La consommation n'est indiquée qu'à titre de comparaison. Elle n'est pas une composante du patrimoine compréhensif.

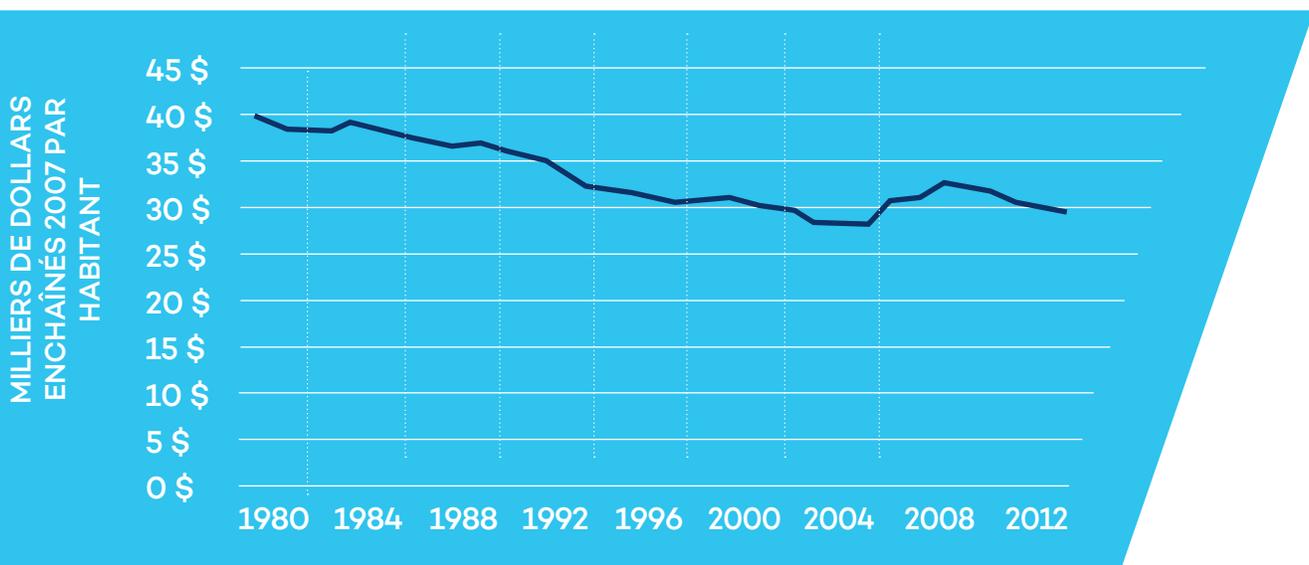
⁵ Toutes les valeurs sont exprimées en termes réels (dollars enchaînés 2007) par habitant pour tenir compte des effets de la croissance des prix et de la population au fil du temps.

Simultanément, la population du Canada a consommé beaucoup plus de produits et services en 2013 qu'en 1980. La consommation individuelle moyenne a augmenté de 54 % pendant cette période, soit 1,36 % par an.

L'écart entre ces deux tendances, soit une croissance relativement lente du patrimoine compréhensif et une croissance beaucoup plus rapide de la consommation, soulève plusieurs préoccupations quant à la durabilité économique à plus long terme face aux forts taux de consommation.

En premier lieu, la croissance de la consommation a été soutenue par les prélèvements sur le **capital naturel**. En raison d'une combinaison de l'épuisement physique et du changement des conditions du marché, la valeur des minéraux, des combustibles fossiles, des bois d'œuvre et des terrains agricoles canadiens par personne a décliné de 25 % entre 1980 et 2013 (Figure 2); un chiffre tout à fait étonnant. Des données plus récentes révèlent un déclin encore plus grand dû à la baisse importante des prix mondiaux du pétrole. Une série d'indicateurs du climat et des écosystèmes compilés pour l'étude indiquent des déclinés dans d'autres formes de capital naturel (Encadré no 2).

Figure 2. **Capital naturel par personne, Canada 1980 - 2013**



Capital humain – Plus importante composante du patrimoine compréhensif (80 %), le capital humain n'a pas augmenté du tout entre 1980 et 2013, bien qu'un plus grand nombre de Canadiens aient obtenu des diplômes. Cela signifie que même armé d'une meilleure éducation, en 2013, le travailleur canadien moyen avait le même potentiel de gain au cours de sa vie qu'en 1980.

Capital produit – C'est le meilleur élève du portefeuille de patrimoine compréhensif, avec une croissance de 73 % par personne au cours de la période étudiée, soit 1,68 % par an. Cependant, examinée de plus près, cette croissance s'avère extrêmement concentrée. Quelque 70 % de la croissance du capital produit ont été causées par une expansion dans seulement deux secteurs : le logement et l'exploitation pétrolière et gazière. Cela soulève des préoccupations quant à la concentration de l'économie dans des domaines connus pour leur volatilité et qui font face à une incertitude dans le monde contemporain, particulièrement le domaine de l'exploitation pétrolière et gazière.

Capital social – Il ne peut être mesuré de nos jours qu'en termes qualitatifs. Une série d'indicateurs non monétaires compilés pour l'étude ont révélé des signes de stabilité, mais sans croissance (Encadré no 3).

Dans leur ensemble, les tendances susmentionnées brossent un tableau inquiétant. Bien que le développement du Canada ne soit pas dénué de durabilité (le patrimoine compréhensif devrait décliner en termes réels par habitant pour que cela soit le cas), on ne peut prétendre qu'il est ancré sur une base réellement solide. La croissance du patrimoine compréhensif a été lente, particulièrement si on la compare à celle de la consommation, et ses composantes individuelles montrent divers signes de faiblesse. Du déclin considérable

du capital naturel à la manque de croissance du capital humain, en considérant la croissance extrêmement concentrée du capital produit et l'absence de preuve de croissance du capital social, il est difficile de trouver la force du portefeuille de patrimoine compréhensif du Canada⁶.

Bien que le Canada n'ait pas aussi bien géré son patrimoine compréhensif qu'il l'aurait pu, le pays a la chance de demeurer très riche. Les Nations Unies ont classé le Canada en première place parmi les nations du G7 quant au niveau du patrimoine compréhensif par habitant (UNU-IHDP & UNEP, 2014), se fondant en fait en grande partie sur à ses vastes réserves de capital naturel. Cela place manifestement le pays dans une position de force face à ses pairs. Parallèlement, et correspondant aux conclusions de cette étude, le rapport des Nations Unies a placé le Canada en dernière position parmi les membres du G7 en ce qui concerne la croissance du patrimoine compréhensif. Il semblerait que d'autres pays sont plus efficaces que le Canada pour garantir la croissance de leur portefeuille de patrimoine compréhensif, et par conséquent, ils le rattrapent. En 1990, la moyenne du patrimoine compréhensif par habitant dans d'autres pays du G7 se situait à 72 % de celle du Canada, en 2010, cette portion était passée à 83 % (Tableau 2).

Tableau 2. Estimation, réalisée par les Nations Unies, du patrimoine compréhensif des pays du G7

Pays	Patrimoine compréhensif réel <i>par habitant</i> *			Taux de croissance annuelle entre 1990 et 2010	
	1990	2010	Place (2010)	Pourcent	Place (2010)
Canada	475 846	502 972	1	0,28	7
France	342 866	425 022	5	1,08	2
Allemagne	325 513	435 655	3	1,47	1
Italie	276 943	324 712	7	0,8	5
Japon	361 234	432 236	4	0,9	3
Royaume-Uni	345 487	409 074	6	0,85	4
États-Unis	411 673	463 375	2	0,59	6

* Toutes les valeurs sont exprimées en milliers de dollars américains constants de 2005.

Source: UNU-IHDP & UNEP, 2014.

⁶ Cela correspond aux récentes conclusions du Conseil consultatif en matière de croissance économique mis en place par le gouvernement fédéral selon lesquelles la croissance du PIB par habitant pourrait retomber de son niveau le plus haut jamais constaté, soit environ 1,9 % par an, à 0,8 % au cours des prochaines décennies en l'absence de la mise en œuvre de changements de politique visant à relever les défis connexes aux évolutions démographiques (tels que le vieillissement de la population active) (Conseil consultatif en matière de croissance économique, 2016a).

Que signifient les conclusions pour le Canada?

La nécessité, pour le Canada, de mesurer et de comprendre le patrimoine compréhensif n'a jamais été aussi importante. Son modèle de développement est largement fondé sur l'exploitation du capital naturel et le pays ne peut assurer 30 autres années d'appauvrissement du capital naturel. La volatilité à court terme des prix des biens de consommation et le glissement mondial à plus long terme vers une économie plus propre et fondée sur les connaissances signifient qu'il est risqué de compter, à l'avenir, sur les combustibles fossiles pour soutenir la croissance du pays. Le débat actuel au sujet des projets fondés sur les combustibles fossiles et des besoins en matière de pipelines doit, par conséquent, comporter une vision de transformation vers une économie sobre en carbone. Eu égard à tout ceci, il est surprenant de constater à quel point le rôle du capital naturel au sein de l'économie en général est mal compris. Les mesures du patrimoine compréhensif devraient combler cette lacune.

Le Canada, et c'est inévitable, devra diversifier son économie et s'efforcer d'accroître toutes les composantes du portefeuille de patrimoine compréhensif afin de garantir que le développement demeure durable. La gamme de mesures possibles pour ce faire est manifestement large et complexe, avec des aspects dans les domaines des politiques sur la fiscalité, l'industrie, le commerce, les ressources naturelles, le climat, l'environnement, l'éducation et la santé, pour n'en citer que quelques-uns parmi tant d'autres. Cependant, il existe un certain nombre de domaines évidents dans lesquels des mesures seront nécessaires.

Tout d'abord, le Canada doit inverser la tendance de son capital naturel, à la fois pour veiller à un flux continu de produits primaires et pour veiller à la fourniture ininterrompue d'avantages du point de vue de l'environnement tels que l'air et l'eau propres. Les changements climatiques constituent une menace majeure pour cette dernière et il faut approfondir les recherches pour comprendre ses possibles répercussions sur les Canadiens et leur bien-être.

Ensuite, le Canada doit accroître son capital humain. Une éducation et une formation de meilleure qualité sont la clé dans ce domaine, mais il ne faut surtout pas oublier de s'efforcer d'augmenter la productivité. Il s'agit d'un domaine particulièrement complexe auquel profiterait grandement l'apport de données supplémentaires issues du patrimoine compréhensif.

De plus, le pays a besoin de diversifier son capital produit pour réduire la dominance des infrastructures de logement et d'exploitation pétrolière et gazière. Les investissements dans les infrastructures de logement, tout en étant manifestement importantes pour le bien-être à maints égards, peuvent lui nuire à long terme s'ils freinent la réalisation d'investissements dans d'autres secteurs de l'économie ou si les valeurs des logements sont diminuées par des corrections du marché. La valeur des actifs dans le secteur de l'exploitation pétrolière et gazière est intimement liée à la valeur des actifs du Canada dans le secteur des combustibles fossiles, qui a accusé une baisse rapide au cours des dernières années et qui, tel que susmentionné, devra surmonter de sérieux obstacles à long terme. Le capital produit doit être diversifié afin de compenser ces risques. La récente recommandation exprimée par le Conseil consultatif en matière de croissance économique établi par le gouvernement fédéral, selon laquelle de vastes et considérables investissements devraient être faits dans l'infrastructure du pays, est la bienvenue à cet égard. Comme le fait remarquer le Conseil : « tous les ordres de gouvernement n'ont pas investi suffisamment pour soutenir une croissance économique durable » (Conseil consultatif en matière de croissance économique, 2016b, p. 4).

Enfin, le Canada doit commencer à mesurer systématiquement le patrimoine compréhensif afin de suivre son succès quant à la réalisation de ces changements et d'autres qui sont nécessaires, pour garantir une croissance constante de la richesse de la nation. Tel que susmentionné, Statistique Canada maintient déjà l'un des ensembles de chiffres les plus détaillés au monde concernant la richesse. Par conséquent, il est bien placé pour assumer un rôle de leadership dans ce nouveau domaine. Pour ce faire, le gouvernement fédéral devrait financer Statistique Canada pour lui permettre de commencer à rendre compte régulièrement au sujet des mesures du patrimoine compréhensif en fonction d'un cycle similaire à celui des rapports concernant le PIB.

Il ne suffit pas, toutefois, de se borner à publier les nouvelles mesures du patrimoine compréhensif. Les décideurs doivent simultanément accorder une attention plus soutenue au patrimoine compréhensif, au moyen de nouvelles mesures, tant pour guider que pour évaluer leurs efforts visant à garantir sa croissance. Les efforts publics et privés, d'ailleurs très fructueux à cet égard, sont depuis longtemps axés sur la croissance du PIB. La question de savoir si le portefeuille de patrimoine compréhensif, qui forme la base du PIB, est durable, a fait l'objet d'une moindre attention. Il est temps de changer cela.

Encadré no 2. Tendances des indicateurs de l'écosystème, du climat et de la croissance verte

Outre la valeur du capital naturel (Figure 2), ce rapport comporte un certain nombre d'indicateurs non monétaires connexes aux **écosystèmes** et au **climat** pour compléter le portrait du capital naturel. Ils sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Le rapport comprend en outre une **étude de cas sur la croissance verte** au Canada fondée sur des données compilées par l'OCDE. L'étude de cas révèle certaines preuves que les pressions exercées sur le capital naturel du Canada sont maintenant partiellement contrôlées, mais que le contrôle pourrait être amélioré. Les indicateurs connexes à la productivité des gaz à effet de serre et celle de l'eau se sont améliorés au cours des dernières années, bien que le pays ne se place qu'en 31e position sur 34 membres de l'OCDE s'agissant de la productivité des gaz à effet de serre en 2013. Le Canada se trouvait parmi les chefs de file mondiaux dans les années 1990 dans le domaine de l'innovation environnementale, bien que se situant largement en-deça de la moyenne de l'OCDE en 2013. S'agissant des taxes environnementales, le Canada se situait à l'avant-dernière place parmi les États membres de l'OCDE en 2013, bien qu'il soit probable que son rendement à cet égard s'améliore alors qu'un plus grand nombre de provinces décident de mettre un prix sur les émissions de carbone.

Thème	Indicateur	Trend	
Écosystèmes	Forêts	<ul style="list-style-type: none"> Léger déclin des zones forestières entre 2000 et 2011. Environ 40 % des forêts étaient considérées comme « développées » en 2011 (c'est-à-dire, situées dans un rayon d'1 km d'une zone habitée, d'une route ou de toute autre développement humain).⁸ 	↓
	Zones humides	<ul style="list-style-type: none"> La surface des zones humides a décliné dans la plupart des régions du pays (sauf dans les Maritimes et le Nord) entre 2000 et 2011. La plupart des zones humides qui restent étant situées dans les régions septentrionales, seulement un cinquième étaient considérées comme développées. 	↓
	Eau de surface	<ul style="list-style-type: none"> Aucune évaluation possible d'un changement au fil du temps. À l'échelle nationale, 20 % des zones contenant des eaux de surface étaient considérées comme développées. Lire 40 % pour Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard, l'Alberta et la Colombie-Britannique. 	???
	Prairies	<ul style="list-style-type: none"> Léger déclin des prairies entre 2000 et 2011. Contrairement aux zones humides, les prairies qui restent sont considérablement développées (95 %). 	↓
Climat	Précipitations	<ul style="list-style-type: none"> Les précipitations ont augmenté de façon générale au Canada entre 1948 et 2014, correspondant aux prédictions fondées sur les changements climatiques. 	↓
	Température	<ul style="list-style-type: none"> La température a suivi une tendance similaire à celle des précipitations, avec une augmentation générale à l'échelle nationale entre 1948 et 2014. 	↓
	Couche de neige	<ul style="list-style-type: none"> Malgré l'augmentation des précipitations, la couche de neige annuelle moyenne a diminué dans tout le pays entre 1972 et 2011. 	↓
	Masse glaciaire	<ul style="list-style-type: none"> La masse de glaciers particuliers étudiés dans la Cordillère nord-américaine et le Grand Nord a décliné entre 1960 et 2007. 	↓
	Apport en eau	<ul style="list-style-type: none"> Le renouvellement annuel des ressources en eau douce au Canada a décliné dans la partie sud du pays entre 1971 et 2004. 	↓
	Étendue de la glace marine	<ul style="list-style-type: none"> L'étendue de la glace marine a décliné entre 1968 et 2010. 	↓

⁷ OCDE, Base de données des indicateurs de croissance verte.

⁸ Les écosystèmes sont considérés comme « développés » s'ils sont situés dans un rayon d'un kilomètre d'une caractéristique du développement telle qu'une route, un pipeline ou une ville.

Encadré no 3. Tendances des indicateurs du capital social

Bien qu'aucune évaluation monétaire du capital social n'ait été possible pour cette étude, quelques indicateurs non monétaires de capital social sont disponibles auprès de Statistique Canada. Ils sont divisés en indicateurs d'engagement civique et indicateurs de confiance et de normes de coopération. En général, ils sont disponibles pour des périodes beaucoup plus courtes que les estimations monétaires du capital produit, naturel et humain compilées pour cette étude.

Dans l'ensemble, seul l'un des indicateurs de l'engagement civique (diversité dans les réseaux sociaux) a montré une tendance forte et constante à la hausse au cours de la période considérée. Aucun des indicateurs de confiance et des normes de coopération n'a montré une tendance à la hausse constante au cours de la période, avec des incohérences considérables dans les résultats à travers le temps et les régions. Sur la base de ces indicateurs, le capital social semble stable, mais non en croissance, au cours des périodes étudiées.

Thème	Indicateur	Tendance	
Engagement civique	Participation à des activités de groupe	• La participation à des activités de groupe a légèrement augmenté entre 2003 et 2008, mais s'est ensuite stabilisée jusqu'à 2013.	↔
	Bénévolat	• Les taux de bénévolat ont légèrement augmenté entre 2004 et 2010, pour diminuer en 2013.	↔
	Diversité des réseaux sociaux	• La portion des personnes ayant des contacts avec des amis appartenant à des groupes ethniques visiblement différents a augmenté régulièrement entre 2003 et 2013.	↑
	Contrôle sur les décisions publiques	• La portion des personnes qui pensent avoir eu un certain degré de contrôle sur les décisions publiques a considérablement augmenté entre 1993 et 2000, mais est ensuite demeurée plus ou moins stable jusqu'en 2011.	↔
	Nombre de votants	• Le nombre de personnes qui ont voté lors d'élections fédérale a généralement décliné entre 1979 et 2007, mais a augmenté de nouveau lors des deux dernières élections sans pour autant atteindre le niveau de 1979.	↔
Confiance et normes de coopération	Confiance générale	• Le degré de confiance générale n'a pas changé entre 2003 et 2013.	↔
	Confiance dans les voisins et les inconnus	• Le degré de confiance dans les voisins n'a pas changé entre 2003 et 2013, alors que le degré de confiance dans les inconnus a légèrement augmenté; les deux accusant un considérable déclin en 2008 avant d'augmenter de nouveau en 2013.	↔
	Confiance qu'un porte-monnaie perdu sera rendu à son propriétaire	• Trust that a lost wallet will be returned was unchanged between 2003 and 2008.	↔
	Confiance dans les Institutions	• Trust in institutions, measured as confidence in the federal government, varied considerably from 1993 to 2011, though there was a general trend toward greater confidence.	↔



Comprehensive Wealth

© 2016 The International Institute for Sustainable Development
Publié par l'Institut international du développement durable.

L'INSTITUT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Institut international du développement durable est une organisation indépendante à but non lucratif qui fournit des solutions pratiques au défi de l'intégration des priorités environnementales et sociales avec le développement économique. Nous rendons compte de négociations internationales, réalisons des recherches rigoureuses et amenons les citoyens, les entreprises et les décideurs à s'engager envers l'objectif commun de développement durable.

L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'Internal Revenue Code des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), et de la province du Manitoba. Des fonds de projets lui sont accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations, des entreprises privées et des particuliers.